

international

Agriculture familiale et agrobusiness, le modèle hybride brésilien

Interview de Joaquim Apolinar, coordinateur de l'ONG brésilienne ACC, qui appuie les communautés rurales et l'agriculture familiale dans l'État du Rio do Norte.



Champs irrigués sous rampe à pivot dans l'État de Goiás, au centre du Brésil.

Comment se structure l'agriculture au Brésil ?

J. A. : Deux modèles coexistent : l'agriculture d'exportation, ou agrobusiness, et l'agriculture paysanne. La première est massivement orientée vers la production de soja et de canne à sucre, sur de vastes étendues. La seconde exploite de petites surfaces et se caractérise par une utilisation de main d'œuvre familiale ; elle s'oriente essentiellement vers les besoins familiaux. On trouve aujourd'hui 3,4 millions d'exploitations de ce type au Brésil, qui occupent un quart de la surface agricole et emploient les trois quarts de la main d'œuvre. Si elle n'est à l'origine que de 38% de la valeur de la production agricole nationale, elle fournit en revanche 70% de la consommation du pays. L'agriculture paysanne est présente dans l'ensemble du pays ; dans chaque région, elle s'adapte et valorise l'agro-biodiversité locale. L'agriculture d'exportation exerce, elle, une pression très forte sur les ressources naturelles (eau, sol, biodiversité) et continue de s'étendre. Malgré la réforme agraire, le Brésil souffre encore d'une concentration

importante du foncier. Ainsi, pour le partage des terres ou la préservation des ressources, les conflits sont encore forts. Dans certaines régions, notamment au Nord, il n'y a pas de définition très claire de la propriété foncière et les oppositions entre grands propriétaires et communautés locales sont récurrentes. De nombreux progrès restent à faire pour l'accès à la terre.

Les deux formes d'agriculture ne sont cependant pas totalement séparées, puisque les petits agriculteurs s'orientent parfois vers l'exportation.

Existe-t-il un équilibre entre ces deux modèles sur la scène politique nationale ?

J. A. : Dans l'opinion publique, l'agriculture familiale est perçue comme très importante pour l'approvisionnement alimentaire et l'on distingue de plus en plus les deux modèles. Il y a, par exemple, en ce moment une campagne contre l'utilisation de pesticides menée par *Via Campesina*. Au niveau de l'État, les derniers gouvernements ont reconnu l'importance économique de chacun des types d'agriculture : l'agrobusiness

rapporte des devises et, grâce aux avantages comparatifs du Brésil, il ouvre des perspectives économiques, tandis que l'agriculture paysanne joue un rôle dans la sécurité alimentaire du pays. L'État joue sur les deux tableaux, mais en favorisant le développement de ces différentes formes d'agriculture, il ne peut plus fermer les yeux sur les conséquences environnementales et sociales des cultures d'exportation, intenable sur le long terme. Il y a peu, dans l'État du Para, six personnes sont mortes lors de mobilisations pour l'accès à la terre et la préservation des ressources.

Comment l'agriculture paysanne est-elle aidée ?

J. A. : En 2006, une loi fédérale a permis une meilleure reconnaissance de l'agriculture paysanne. Le ministère de l'agriculture a développé, avec les mouvements paysans ou suite à leurs pressions, un ensemble de programmes. À partir de 2009, l'État a imposé qu'au minimum 30% des denrées alimentaires achetées par les cantines scolaires soient issues de l'agriculture familiale. La mise sur le marché des produits de l'agriculture paysanne a été facilitée et des prix minimum ont été fixés pour une partie d'entre eux. L'accès au crédit et au foncier a également été soutenu. L'agriculture familiale peut répondre aux besoins d'approvisionnement locaux, mais il faut encore mieux valoriser les savoir-faire, favoriser l'organisation des producteurs et renforcer la place des femmes.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE TREHET

TRANSRURAL

initiatives

ABONNEZ-VOUS !

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

Transrural entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour 11 numéros / an :

- Particuliers 50 € ; étudiants – chômeurs 40 € ; institutions, bibliothèques, associations 75 € ; abonnements groupés (à partir de 5 personnes) 40 € l'unité ; découverte 3 mois 20 € ; soutien 100 €.
- Abonnement 2 ans : particuliers 90 € ; institutions 140 €.
- À l'étranger : particuliers 60 € ; institutions 85 €.

Société :

Nom : Prénom :

Adresse :

Comment avez-vous connu Transrural ? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue à un ami, indiquez ici ses coordonnées, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 2, rue Paul Escudier - 75009 Paris
transrural@globenet.org